



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

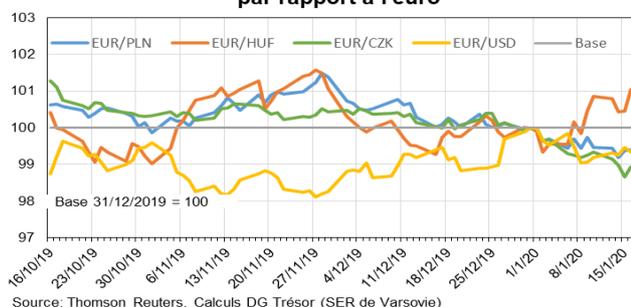
N° 01/2020

Du 7 au 21 janvier 2020

Ensemble de la zone

MARCHES FINANCIERS

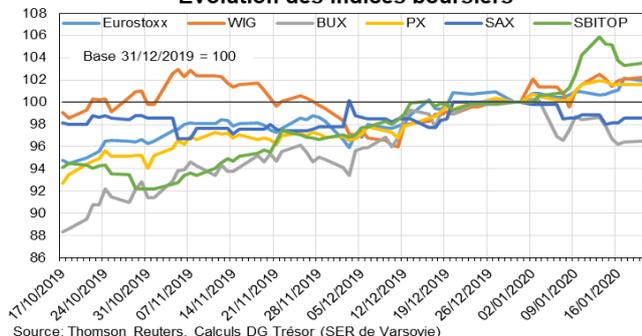
Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



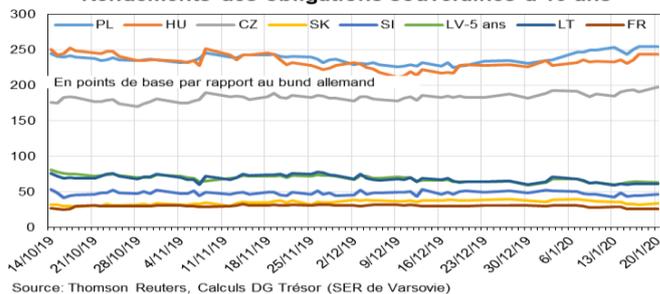
Clôtures au	20/01/2020	13/01/2020	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2019
EUR/PLN*	4,2427	4,2321	+ 0,25%	- 0,30%
EUR/HUF*	336,64	333,68	+ 0,88%	+ 1,68%
EUR/CZK*	25,101	25,205	- 0,41%	- 1,26%
EUR/USD*	1,1084	1,1133	- 0,44%	- 1,12%
WIG20	59 099,9	59 275,02	- 0,30%	+ 2,19%
BUX	44 478,32	45 447,52	- 2,13%	- 3,48%
PX	1 133,48	1 137,41	- 0,35%	+ 16,00%
Eurostoxx	3 467,98	3 424,64	+ 1,27%	+ 1,91%
Spread PL-10	254,3	254	+ 0,3 pb	+ 23,2 pb
Spread HU-10	243,8	233,2	+ 10,6 pb	+ 17,7 pb
Spread CZ-10	197,5	184,8	+ 12,7 pb	+ 15,9 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



Rendements des obligations souveraines à 10 ans



POLITIQUE MONETAIRE

Zone euro		Taux d'intérêt (%)		Rép. tchèque		Pologne		Hongrie	
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	2	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90		
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	1,00	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,05		
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	3,00	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90		
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00		

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une baisse de 1,4% dans la zone euro et de 1% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en novembre 2019**, Eurostat le 6 janvier. Dans la zone euro, les prix à la production industrielle ont diminué de 6,1% dans le secteur de l'énergie et de 1,4% pour les biens intermédiaires, tandis qu'ils ont augmenté de 1,4% pour les biens d'investissements, de 1,6% pour les biens de consommation durables et de 1,7% pour les biens de consommation non-durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie, à l'exclusion du secteur de l'énergie ont augmenté de 0,3%. Dans l'Union européenne, les prix à la production industrielle ont diminué de 5,2% dans le secteur de l'énergie et de 1,1% pour les biens intermédiaires, tandis qu'ils ont augmenté de 1,4% pour les biens d'investissements ainsi que pour les biens de consommation durables et de 1,8% pour les biens de consommation non-durables. Les prix dans l'ensemble de l'industrie, à l'exclusion du secteur de l'énergie, ont augmenté de 0,4%. Les plus fortes hausses des prix à la production industrielle ont été enregistrées en Bulgarie (+4%), en Roumanie (+3,6%), en Grèce et en Slovénie (+2% chacune), tandis que les plus fortes baisses ont été observées au Danemark (-4,8%), en Italie (-3,6%), en Belgique (-3,2%) et au Portugal (-2,7%). Entre octobre et novembre 2019, les prix à la production industrielle ont augmenté de 0,1% dans la zone euro et de 0,2% dans l'UE.
- **L'inflation s'accélère à 1,3% en rythme annuel dans la zone euro en décembre 2019, contre 1% en novembre dernier**, Eurostat le 7 janvier. L'inflation est alimentée principalement dans la zone euro en décembre 2019 par les prix de l'alimentation, alcool et tabac (+2% en rythme annuel), des services (+1,8%), des biens industriels hors énergie (+0,4%) et de l'énergie (+0,2%).
- **Le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 2,2% dans la zone euro et de 1,9% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en novembre 2019**, Eurostat le 7 janvier. Dans la zone euro en novembre 2019, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 3,1% pour les produits non-alimentaires, et de 1,7% pour le secteur « alimentation, boissons et tabac », tandis que les carburants ont diminué de 1,4%. Dans l'UE, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 2,5% pour les produits non-alimentaires, et de 1,7% pour le secteur « alimentation, boissons et tabac » tandis que les carburants ont diminué de 0,9%. Les plus fortes hausses du volume des ventes du commerce de détail ont été enregistrées en novembre 2019 en Hongrie (+7,3% en g.a), en Roumanie (+6,5%) et en Pologne (+5,9%), tandis que les plus fortes baisses ont été observées en Slovaquie (-4%), en Slovénie (-2%) et au Royaume-Uni (-1%). Entre octobre et novembre 2019, le volume des ventes du commerce de détail a augmenté de 1% dans la zone euro et de 0,6% dans l'UE.
- **Le taux de chômage s'établit à 7,5% de la population active dans la zone euro et à 6,3% dans l'Union européenne à 28 en novembre 2019**, Eurostat le 9 janvier. Il s'agit du plus faible taux de chômage enregistré dans la zone euro depuis juillet 2008 et du plus faible taux enregistré dans l'UE depuis le calcul de l'indicateur par Eurostat en janvier 2000. Le taux de chômage est ainsi en recul de 0,4pp dans la zone euro et de 0,3pp dans l'UE comparé au niveau atteint en novembre 2018. En novembre 2019, 15,582 millions de personnes étaient au chômage dans l'UE, dont 12,315 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2019, le nombre de chômeurs a augmenté de 34 000 dans l'UE et a diminué de 10 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2018, il a baissé de 768 000 dans l'UE et de 624 000 dans la zone euro. En novembre 2019, les plus faibles taux de chômage ont été enregistrés en République tchèque (2,2%), en Allemagne (3,1%), en Pologne (3,2%), en Hongrie, à Malte et aux Pays-Bas (3,5% chacun), tandis que les taux les plus élevés ont été observés en Grèce (16,8%), en Espagne (14,1%), en Italie (9,7%) et en France (8,4%). Entre novembre 2018 et novembre 2019, le taux de chômage a baissé dans vingt Etats membres de l'UE, est resté stable aux Pays-Bas et au Portugal, tandis que des hausses ont été observées au Luxembourg (+0,1pp), en Slovénie, en République tchèque et à Chypre (+0,2pp chacune), en Suède (+0,4pp) et en Lituanie (+0,6pp) ; les plus fortes baisses ont été enregistrées en Grèce (-1,8pp), en Bulgarie et en Estonie (-1,1pp chacune) et en Croatie (-1pp).
- **Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans s'établit à 15,6% dans la zone euro et à 14,3% dans l'UE à 28 en novembre 2019**, Eurostat le 9 janvier. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est ainsi en recul de 0,5pp dans l'UE et de 0,7pp dans la zone euro en l'espace d'un an. En novembre 2019, 3,222



millions de jeunes de moins de 25 ans étaient au chômage dans l'UE, dont 2,258 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2018, le nombre de jeunes chômeurs a diminué de 111 000 dans l'UE et de 89 000 dans la zone euro. Les plus faibles taux de chômage des jeunes ont été observés en novembre 2019 en République tchèque (5,2%), en Allemagne (5,9%), en Bulgarie (7%), aux Pays-Bas (7,3%), en Autriche (8,6%), en Pologne (9,5%) et au Danemark (9,6%), tandis que les plus forts taux ont été observés en Grèce (32,5%), en Espagne (32,1%) et en Italie (28,6%).

- **Le compte des transactions courantes de l'UE a enregistré un excédent de 69,4 milliards d'euros au troisième trimestre 2019, soit 1,7% du PIB**, Eurostat le 13 janvier. Les principaux excédents du compte des transactions courantes de l'UE ont été enregistrés avec les États-Unis (+71,2 milliards d'euros), la Suisse (+13,4 milliards d'euros), le Canada (+10,4 milliards d'euros), Hong-Kong (+6,9 milliards d'euros), le Brésil (+6,8 milliards d'euros) et le Japon (+1,3 milliards), tandis que des déficits ont été enregistrés avec la Chine (-31,8 milliards d'euros), la Russie (-2,7 milliards d'euros), et l'Inde (-1,6 milliards d'euros). La balance des services de l'UE a également enregistré un excédent à hauteur de 49,9 milliards d'euros au troisième trimestre 2019. S'agissant du solde total (intra-UE plus extra-UE) du compte des opérations courantes des 28 États membres de l'UE, sur la base des données disponibles non corrigées des variations saisonnières, dix-sept ont affiché des excédents sur la balance du troisième trimestre 2019, dix ont affiché un déficit dont un est resté stable. Les excédents les plus élevés ont été observés en Allemagne (+63,2 milliards d'euros), aux Pays-Bas (+19,3 milliards d'euros), en Italie (+17,3 milliards d'euros), en Irlande (+11,2 milliards d'euros), et au Danemark (+8,3 milliards d'euros) et les déficits les plus marqués au Royaume-Uni (-23,9 milliards d'euros), en France (-4,1 milliards), et en Roumanie (-3,6 milliards d'euros).
- **Le taux d'investissement brut des entreprises non-financières (FBCF/ valeur ajoutée brute) de la zone euro s'établit à 23,7% au troisième trimestre 2019**, Eurostat le 14 janvier. Le taux d'investissement brut des entreprises non-financières a baissé de 1,8pp comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2019 et a augmenté de 0,3pp comparé au niveau atteint au troisième trimestre 2018.
- **Le taux de profit des entreprises non-financières (excédent brut d'exploitation/ valeur ajoutée brute) de la zone euro s'établit à 39,2% au troisième trimestre 2019**, Eurostat le 14 janvier. Le taux de profit des entreprises non-financière est resté stable comparé au deuxième trimestre 2019 et a baissé de 0,3pp comparé au troisième trimestre 2018.
- **Le taux d'épargne des ménages (épargne brute/ revenu disponible brut) de la zone euro s'établit à 13% au troisième trimestre 2019**, Eurostat le 14 janvier. Le taux d'épargne des ménages est ainsi en recul de 0,1pp comparé au deuxième trimestre 2019 et en hausse de 0,8pp comparé au troisième trimestre 2018.
- **Le taux d'investissement des ménages (FBCF/ revenu brut disponible) de la zone euro s'établit à 9,1% au troisième trimestre 2019**, Eurostat le 14 janvier. Le taux d'investissement des ménages est ainsi en hausse de 0,1pp comparé au deuxième trimestre 2019 et de 0,2pp comparé au troisième trimestre 2018.
- **L'excédent du commerce extérieur de biens de la zone euro atteint 20,7 milliards d'euros sur novembre 2019**, Eurostat le 15 janvier. En novembre 2019, les exportations de la zone euro ont atteint 197,7 milliards d'euros (-2,9% en rythme annuel) et les importations 177 milliards d'euros (-4,6% en rythme annuel). L'excédent du commerce extérieur de la zone euro est en hausse de 2,5 milliards d'euros comparé au niveau atteint en novembre 2018. Le commerce intra-zone euro s'est établi à 166,0 milliards d'euros en novembre 2019, en baisse de 3,8% par rapport à novembre 2018. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, les exportations de la zone euro ont atteint 2159 milliards d'euros (+2,5% en g.a) et les importations ont atteint 1955,6 milliards d'euros (+1,5% en g.a), portant l'excédent du commerce extérieur à 203,4 milliards d'euros (contre 178,7 milliards d'euros sur les onze premiers mois de l'année 2018). Les échanges intra-zone euro se sont élevés à 1 817,9 milliards d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, en hausse de 0,9% par rapport aux onze premiers mois de l'année 2018.
- **L'excédent du commerce extérieur de biens de l'Union européenne à 28 atteint 2,6 milliards d'euros sur le mois de novembre 2019**, Eurostat le 15 janvier. En novembre 2019, les exportations de l'UE ont atteint 172,7 milliards d'euros (-0,1% en g.a) et les importations ont atteint 170,1 milliards d'euros (-3,8% en g.a). Pour rappel, l'UE avait enregistré un déficit de son commerce international de biens à hauteur de 4 milliards d'euros en novembre 2018. Le commerce intra-UE s'est établi à 302,5 milliards d'euros sur le



mois de novembre 2019, en baisse de 4,6% comparé à novembre 2018. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, les exportations de l'UE ont représenté 1867 milliards d'euros (+3,5% en g.a) et les importations 1892,8 milliards d'euros (+3,6% en g.a), portant le déficit du commerce extérieur de l'UE à 25,8 milliards d'euros (contre 22,6 milliards d'euros sur les onze premiers mois de l'année 2018). Les échanges intra-UE se sont élevés à 3 305,9 milliards d'euros sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019 (+1,2% en rythme annuel).

- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 1,5% dans la zone euro et de 1,3% dans l'Union européenne à 28 en rythme annuel en novembre 2019**, Eurostat le 15 janvier. Dans la zone euro en novembre 2019, le volume de la production industrielle a chuté de 2,8% en g.a pour les biens intermédiaires, de 2,0% pour les biens d'investissement et de 1,9% pour l'énergie, tandis qu'il a augmenté de 1,2% pour les biens de consommation durables et de 1,6% pour les biens de consommation non-durables. Dans l'UE, le volume de la production industrielle a diminué de 2,3% pour les biens intermédiaires, de 2,1% pour les biens d'investissement et de 1,5% pour l'énergie, tandis que la production a augmenté de 1,8% pour les biens de consommation non-durables et de 1,9% pour les biens de consommation durables. Les plus fortes hausses du volume de la production industrielle ont été enregistrées en novembre 2019 en Hongrie (+5,7% en g.a), en Pologne (+5,6%), en Finlande (+3,7%), tandis que les plus fortes baisses ont été observées en Grèce (-8,3% en g.a), en Roumanie (-7,5%), en Estonie (-7,2%), au Danemark (-4,6%), en Slovaquie (-4,4%) et en Allemagne (-4%). Comparé au niveau atteint au moins d'octobre 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 0,2% dans la zone euro et de 0,1% dans l'UE en novembre dernier.
- **La hausse des prix des logements atteint 4,1% en rythme annuel au troisième trimestre 2019 dans la zone euro et dans l'UE**, Eurostat le 16 janvier. Les plus fortes hausses du prix des logements ont été enregistrées au troisième trimestre 2019 en Lettone (+13,5%), en Slovaquie (+11,5%), au Luxembourg (+11,3%) et au Portugal (+10,3%), tandis que les hausses ont été limitées à 0,4% en Italie, 1,1% au Royaume-Uni et 1,2% en Finlande. Comparé au niveau atteint au deuxième trimestre 2019, la hausse des prix des logements atteint 1,4% dans la zone euro et 1,5% dans l'UE au troisième trimestre 2019.
- **L'inflation s'établit à 1,3% dans la zone euro et à 1,6% dans l'Union européenne en rythme annuel en décembre 2019**, Eurostat le 17 janvier. Le rythme de l'inflation s'est accéléré de 0,3pp tant dans la zone euro que dans l'Union européenne comparé au niveau atteint en novembre dernier. Les principales composantes de l'inflation dans la zone euro proviennent en décembre 2019 des services (+0,80 pp), de l'alimentation, alcool et tabac (+0,38 pp), des biens industriels hors énergie (+0,12 pp) et de l'énergie (+0,02 pp). Comparé au niveau atteint en novembre dernier, l'inflation annuelle a ralenti dans deux États membres, est restée stable dans trois d'entre eux et s'est accélérée dans vingt-trois autres. Les plus forts taux d'inflation ont été observés en décembre 2019 en Hongrie (4,1% en g.a), en Roumanie (4%), en République tchèque et en Slovaquie (3,2% chacune), en Bulgarie (3,1%) et en Pologne (3%), à l'opposé les plus faibles taux ont été enregistrés au Portugal (0,4%), en Italie (0,5%), à Chypre (0,7%), au Danemark et en Espagne (0,8% chacune), en Belgique (0,9%) et Irlande, en Grèce et en Finlande (1,1% chacune).
- **La croissance du volume de la production dans le secteur de la construction atteint 1,4% dans la zone euro comme dans l'Union européenne en rythme annuel en novembre 2019**, Eurostat le 17 janvier. Dans la zone euro, la production a augmenté en novembre 2019 de 1,4% en g.a pour le bâtiment et de 0,5% pour le génie civil. Dans l'UE, la production a augmenté de 1,7% pour le bâtiment et de 0,5% pour le génie civil. Les plus fortes hausses de la production dans le secteur de la construction ont été enregistrées en novembre 2019 en Roumanie (+24% en g.a), Hongrie (+6,8%), en Allemagne (+4,8%) et en Suède et République tchèque (+4,5% en g.a), tandis que les plus fortes baisses ont été observées en Slovaquie (-9,6%), en Slovénie (-8,4%) et en Espagne (-3%). Comparé au niveau atteint en octobre 2019, le volume de la production dans le secteur de la construction a enregistré une croissance de 0,7% dans la zone euro et de 1,1% dans l'UE en novembre dernier.



Pologne

- **Le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi de finances affichant l'équilibre budgétaire en 2020.** Le solde public, qui inclut également le déficit de la sécurité sociale et des collectivités, sera toutefois déficitaire et devrait s'établir à -1,2% du PIB. La loi de finances table sur une croissance de 3,7% et sur une inflation à 2,5%. Le gouvernement prévoit par ailleurs pour 2020 une forte hausse des dépenses de consommation des ménages, qui devraient selon les prévisions du Ministère des finances augmenter de 6,4% grâce à la hausse des salaires (+6,3% en termes nominaux prévus en 2020), alors qu'une revalorisation des retraites de 3,24% est prévue pour le 1^{er} mars 2020. Le budget 2020 prévoit des recettes budgétaires à 429,5 milliards PLN (99,4 milliards d'euros), en hausse de 10,8% par rapport à 2019 et des dépenses budgétaires à un montant identique (429,5 milliards PLN/ 99,4 milliards d'euros), en hausse de 3,2% par rapport à 2019. Du côté des recettes, on notera que le gouvernement souhaite revenir sur la taxation de la grande distribution (avec une recette pourtant limitée, évaluée à 0,7 milliards PLN/ 160 millions d'euros) et le rôle important des recettes exceptionnelles (versement du bénéfice de la Banque centrale à hauteur de 7,2 milliards PLN/ 1,7 milliard d'euros, taxe sur la conversion des cotisations aux fonds de pension OFE à hauteur de 9,7 milliards PLN/ 2,3 milliards d'euros, recettes en provenance des droits d'émission de CO2 de 5 milliards PLN/ 1,18 milliards d'euros, vente des fréquences 5G pour 3,5 Md PLN/ 825 millions d'euros). Le communiqué du Ministère des Finances indique par ailleurs que le budget 2020 prend en considération toutes les mesures sociales annoncées par le gouvernement, telles l'élargissement du programme d'allocations familiales (Programme 500+) à compter du premier enfant sans condition de revenus depuis le 1^{er} juillet 2019, l'exemption de l'impôt sur le revenu des revenus pour les salariés de moins de 26 ans (avec un plafond annuel de revenu de 85 528 PLN/ 20 000 euros bruts) à compter du 1^{er} octobre 2019, la réduction du taux d'imposition sur le revenu de 18% à 17% dans la limite de 85 528 PLN (20 000 euros) bruts annuels depuis le 1^{er} octobre 2019, le financement du treizième mois pour les retraités (via un fonds extra budgétaire de la solidarité, le renforcement du Fonds de routes locales ou encore la mise en place d'un nouveau fonds pour développer un transport public local de bus (afin de lutter contre le phénomène d'exclusion de transport pertinent en zones rurales et provinciales). On notera que les prévisions budgétaires du gouvernement ont rencontré un certain nombre de critiques des économistes qui blâment en particulier le fait que certaines dépenses sont délibérément classées hors la loi de finances comme le treizième mois de retraites (13,5 milliards PLN/ 3,2 milliards d'euros) ou encore la dotation supplémentaire pour les routes locales (4 milliards PLN/ 940 millions d'euros) ; l'endettement des hôpitaux publics est par ailleurs évalué à 14 milliards PLN/ 3,3 milliards d'euros. L'opposition libérale (la Plateforme civique) souhaite par ailleurs à ce que tous les fonds extrabudgétaires soient concernés par la règle anticyclique limitant la hausse des dépenses publiques.
- **Le Ministère des Finances a procédé à la simplification des taux de la TVA.** Le nouveau dispositif induit la réduction des taux de la TVA, outre celle appliquée pour les livres électroniques et la presse électronique (le taux étant passé de 23% à 8% à compter du 1^{er} novembre 2019) sur de nombreuses catégories de marchandises comme fruits tropicaux (le taux de la TVA applicable passe de 8% à 5%, soupes (idem), certaines épices et condiments (de 23% à 8%), produits de soin pour enfants (de 8% à 5%). En cas de doute sur le bon taux de TVA à appliquer, les entreprises pourront, à compter du 1^{er} avril 2020 contacter l'administration fiscale compétente, à titre payant, afin d'obtenir des indications précises (*WIS - wiążąca informacja stawkowa*) qui engageront l'administration fiscale.
- **Les taux directeurs de la Banque centrale polonaise (NBP) demeurent inchangés, le taux de référence étant maintenu à 1,50%,** Conseil de la Politique monétaire (RPP) le 7 janvier. Le RPP a décidé de laisser son taux directeur inchangé à son niveau en vigueur depuis le 5 mars 2015. Les taux de dépôt au jour le jour et taux de prêt marginal (Lombard) restent également inchangés à respectivement 0,5% et 2,5%. Le communiqué publié à l'issue de la réunion du RPP prend note d'un net rebond du taux d'inflation en décembre 2019, qui a atteint 3,4% en rythme annuel. soit le niveau le plus élevé d'inflation au cours des sept dernières années. Considérant que la pression inflationniste est stimulée en particulier par le renchérissement du carburant et des denrées alimentaires, le RPP indique que l'inflation pourrait rester



soutenue tout au long du premier trimestre avant de connaître une modération au-delà et s'approcher de la cible d'inflation de la Banque centrale polonaise (NBP) (2,5% par an avec une marge de fluctuation de +/- 1 point de pourcentage). Dans ce contexte, le Conseil de la politique monétaire n'envisage pas de modifier le niveau des taux directeurs surtout que la conjoncture connaît en ce moment un léger ralentissement tout en étant "bonne" ; le RPP indique en particulier une tendance positive pour ce qui concerne l'augmentation de l'investissement (FBCF) et des exportations.

- **Le nombre de nouveaux logements mis en vente atteint son plus haut niveau depuis 1980, année précédant la loi martiale sous l'ancien régime économique et politique.** Le nombre de nouveaux logements mis en vente en 2019 a augmenté de 12% et s'élève à 184 300 d'après les données préliminaires du GUS. A titre de comparaison, en 2018 le nombre de nouveaux logements mis en vente avait augmenté de 3,6%. L'augmentation des logements mis en vente en 2019 résulte pour l'essentiel de la forte activité des promoteurs immobiliers dont les ventes, qui représentent plus de 63% du total (116 300 logements), ont augmenté de 16,6 % ; on notera que la part des promoteurs immobiliers dans le marché des nouveaux logements vendus a augmenté de 3,3 pp sur la période d'un an. Le nombre de nouveaux permis de construire délivrés sur la période considérée a augmenté de 4,4% en g.a. (atteignant 268 500).
- **La croissance du salaire moyen dans le secteur privé en 2019 atteint 6,5% ; le salaire moyen s'établissant en décembre 2019 à 5 604,25 PLN (1311,40 euros) bruts mensuels, GUS.** Le nombre de personnes employées dans le secteur privé a par ailleurs augmenté de 2,6% en 2019 par rapport à 2018. A titre de comparaison, en 2018 le salaire mensuel moyen dans le secteur des entreprises avait augmenté de 7,1% et l'emploi salarié de 3,5%.

Hongrie

- **Le déficit budgétaire de la Hongrie s'élève à 1219 milliards HUF (3,66 milliards d'euros) sur l'ensemble de l'année 2019,** estimations préliminaires du Ministère des finances le 10 janvier. Le déficit budgétaire dépasse donc le niveau cible visé par le gouvernement hongrois (998,4 milliards HUF/ 3 milliards d'euros) et correspond à 1,8% du PIB. Le communiqué du Ministère des finances précise que sur le seul mois de décembre, le déficit budgétaire du pays s'est élevé à 452,7 milliards HUF (1,36 milliards d'euros). Ces chiffres restent à confirmer dans les semaines à venir mais avec une estimation à 2,6% du PIB, le déficit budgétaire du pays reste en-dessous de la limite des 3% du PIB fixé par le Traité de Maastricht.
- **Les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 2,1% en rythme annuel en novembre 2019,** KSH le 6 janvier. La hausse des prix atteint respectivement 2,5% pour les produits destinés au marché intérieur et 1,9% pour les produits destinés à l'exportation. La hausse des prix à la production industrielle est actuellement alimentée par les prix de l'alimentation, des boissons et du tabac (+6,9% en g.a), des transports (+3,5%) et des produits manufacturés (+2,9%), tandis que le prix de l'énergie a chuté de 3,7%. Sur les onze premiers mois de l'année 2019, les prix à la production industrielle ont enregistré une hausse de 2,1% en rythme annuel, respectivement de 3,9% pour les produits destinés au marché intérieur et de 1,3% pour les produits destinés à l'exportation. Les estimations de KSH rendues publiques le 17 janvier montrent que les prix à la production agricole ont augmenté de 5,2% en rythme annuel en novembre dernier.
- **Le salaire moyen s'établit à 365 135 HUF (1100 euros) bruts mensuels en octobre 2019, soit une hausse de 11,6% en rythme annuel et en termes nominaux,** KSH le 6 janvier. Compte tenu de l'inflation, qui atteignait 2,9% en rythme annuel en octobre dernier, la croissance des salaires en termes réels atteint 8,7% en termes réels. Sur la période du 1^{er} janvier au 31 octobre 2019, le salaire moyen s'établit à 394 100 HUF (1190 euros) bruts mensuels pour les hommes et à 328 500 HUF (992 euros) bruts mensuels pour les femmes, soit une croissance de respectivement 11,5% et 10,1% en rythme annuel et en termes nominaux. Sur les dix premiers mois de l'année 2019, le salaire moyen était le plus élevé dans le secteur de la finance et des assurances (657 500 HUF/ 1985 euros bruts mensuels) et le plus faible dans le secteur de l'hôtellerie-restauration (236 800 HUF/ 715 euros bruts mensuels). Nombreux sont les économistes hongrois à anticiper une croissance à deux chiffres des salaires en termes nominaux pour les mois de novembre et décembre



2019. La croissance des salaires devrait en revanche ralentir en 2020 avec le recul de la pénurie de main d'œuvre et le consensus de marché prévoit une croissance des salaires de l'ordre de 9% en termes nominaux et 5,5% en termes réels. Le salaire minimum a été revalorisé à hauteur de 8% au 1^{er} janvier 2020, portant ce dernier à 161 000 HUF (486,5 euros) bruts mensuels pour les travailleurs non qualifiés et 210 600 HUF (636 euros) bruts mensuels pour les travailleurs qualifiés. La croissance des salaires en termes réels est ininterrompue depuis janvier 2012 ; le niveau de vie par habitant en standard de pouvoir d'achat (SPA) atteint en Hongrie 71% de la moyenne européenne en 2018 (contre 63% en 2010) et l'objectif du gouvernement est d'augmenter ce dernier à 85% d'ici 2030.

- **Le taux de chômage s'établit à 3,5% de la population active sur la période septembre-novembre 2019 où la Hongrie comptait quelques 163 300 demandeurs d'emplois**, KSH le 8 janvier. Le taux de chômage est ainsi en baisse de 0,1pp comparé à la période septembre-novembre 2018. Le taux de chômage s'établit respectivement à 13,2% pour les jeunes de 15 à 24 ans, 3% pour les 25-54 ans et 1,6% pour les 55-74 ans. La durée moyenne nécessaire pour retrouver un emploi était de 10,6 mois pour les chômeurs hongrois, où 30,5% d'entre eux étaient à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an. Le taux de chômage calculé par KSH est conforme à celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT), qui estime celui-ci à 3,5% en septembre 2019 où la Hongrie comptait 163 000 chômeurs (Communiqué d'Eurostat du 29 novembre 2019).
- **Le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 6,8% en rythme annuel en novembre 2019**, KSH le 8 janvier. La croissance du volume des ventes atteint respectivement 4,5% pour les produits alimentaires, 12,9% pour les produits non-alimentaires et 1,7% pour le carburant. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, le volume des ventes du commerce de détail a enregistré une croissance de 6% en rythme annuel ; respectivement de 3,3% pour le commerce des produits alimentaires, 9,3% pour le commerce des produits non-alimentaires et 6,3% pour le carburant.
- **La croissance du volume de la production industrielle atteint 3,6% en rythme annuel en novembre 2019**, KSH le 9 janvier. Comparé au niveau atteint en octobre 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 1% en novembre dernier. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, la croissance du volume de la production industrielle atteint 6% en rythme annuel (niveau qu'il devrait avoir atteint sur l'ensemble de l'année 2019 d'après les estimations de nombreux économistes hongrois). Le rythme de croissance de la production industrielle pourrait chuter à entre 4% et 5% en 2020 d'après le consensus des prévisions.
- **L'excédent du commerce extérieur hongrois atteint 500 millions d'euros sur le mois de novembre 2019, en hausse de 59 millions d'euros comparé au niveau atteint au mois de novembre 2018**, KSH le 9 janvier. Les exportations hongroises ont atteint 9,469 milliards d'euros (-0,1% en g.a) et les importations 8,969 milliards d'euros (-0,8% en g.a) sur le mois de novembre 2019. 80% des exportations étaient à destination de l'UE et 76% des importations provenaient de l'UE. Cette légère baisse du volume des importations et exportations en novembre dernier pourrait être imputable au ralentissement économique global en Europe. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, les exportations hongroises ont atteint 101,456 milliards d'euros (+4,4% en g.a) et les importations ont atteint 96,950 milliards d'euros (+4,9% en g.a), portant l'excédent du commerce extérieur hongrois à 4,866 milliards d'euros, en baisse de 277 millions d'euros comparé au niveau atteint sur les onze premiers mois de l'année 2018.
- **L'inflation atteint 3,4% sur l'ensemble de l'année 2019 et 4% en rythme annuel en décembre 2019**, KSH le 14 janvier. Le niveau de l'inflation observé en Hongrie en décembre 2019 constitue un pic historique des sept dernières années. En décembre 2019, l'inflation est désormais à la limite supérieure de la cible d'inflation de la Banque centrale hongroise (MNB), fixé à 3% par an avec une marge de fluctuation de +/- un point de pourcentage. Compte tenu de l'accélération récente de l'inflation, nombreux sont les économistes hongrois à estimer que la prévision d'inflation à 2,8% pour 2020 fixée par le budget 2020 n'est pas réaliste. L'inflation est principalement alimentée en décembre 2019 par les prix de l'alcool et du tabac (+8,4% en g.a), de l'alimentation (+5,9%) et des services (+3,2% en g.a). Parmi les produits alimentaires dont le prix a le plus augmenté se trouve le porc (+23,7% en g.a), les saucisses (+13,2%), le sucre (+12,2%) et les fruits et légumes de saison (+8,3%). Calculé sur un panier de biens pour les retraités, l'inflation atteint



3,9% en rythme annuel en décembre 2019. Entre novembre et décembre 2019, le niveau général des prix a enregistré une hausse de 0,3% en Hongrie.

- **La croissance du volume de la production dans le secteur de la construction atteint 6,8% en rythme annuel sur le mois de novembre 2019**, KSH le 15 janvier. Le rythme de croissance ralentit après avoir atteint un taux à deux chiffres de manière ininterrompue depuis mai 2018. La croissance atteint en novembre 2019 respectivement 8% en g.a pour la construction des immeubles et 5,7% pour l'ingénierie civile. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, la croissance du volume de la production dans le secteur de la construction atteint 24,4% en rythme annuel.

République tchèque

- **Le taux de chômage s'établit à 2,9% de la population active en décembre 2019 où la République tchèque compte 196 285 demandeurs d'emplois**, Ministère du travail le 9 janvier. Le communiqué du Ministère du travail précise néanmoins qu'il s'agit du taux de chômage le plus élevé observé depuis mars 2019. A l'opposé, les estimations du ministère du travail avancent le chiffre de 340 957 emplois vacants au 31 décembre 2019. Le taux de chômage calculé par le Ministère du travail tchèque diffère légèrement de celui calculé par Eurostat sur la base des critères du Bureau international du travail (BIT) et servant aux comparaisons internationales, qui estime ce taux à 2,2% de la population active en novembre 2019 où la République tchèque comptait 116 000 demandeurs d'emplois (Communiqué d'Eurostat du 9 janvier 2020).
- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 3,2% en rythme annuel en novembre 2019**, Office statistique tchèque (CSU) le 10 janvier. En revanche, la production dans le secteur de la construction a enregistré une hausse de 4,5% en rythme annuel en novembre dernier. Comparé au niveau atteint au mois d'octobre 2019, le volume de la production industrielle a subi une baisse de 0,4% en novembre dernier.
- **Le volume des crédits accordés par les banques commerciales de République tchèque s'élève à 181 milliards CZK (7,16 milliards d'euros) en 2019, soit une baisse de 17% comparé au niveau atteint en 2018**, Banque centrale tchèque (CNB) le 10 janvier. Le montant cumulé des prêts accordés par les banques commerciales tchèque atteint ainsi son plus bas niveau depuis 2014. Nombreux sont les économistes tchèques à anticiper une stagnation du volume des crédits accordés par les banques commerciales voire une nouvelle diminution en 2020.
- **L'inflation s'établit à 2,8% sur l'ensemble de l'année 2019**, CSU le 13 janvier. Le communiqué de CSU précise qu'il s'agit du plus fort taux d'inflation observé en République tchèque depuis la crise de 2008, à l'exception du pic à 3,3% enregistré en 2012. La hausse du niveau général des prix atteint 2,3% pour les biens et 3,7% pour les services (dont les prix sont principalement alimentés par la croissance des salaires) en 2019. L'inflation a été principalement alimentée par la hausse des prix alimentaires, notamment du sucre (+17,9%), du porc (+17,4%) et de la viande fumée (+9,7%).
- **La croissance du volume des ventes du commerce de détail atteint 3,7% en rythme annuel en novembre 2019**, CSU le 13 janvier. La croissance atteint respectivement 7,4% pour les produits non alimentaires, tandis que des baisses de 0,7% et de 0,1% ont été enregistrées pour les produits alimentaires et le carburant. Comparé au niveau atteint en octobre 2019, le volume des ventes du commerce de détail a baissé de 0,1% en novembre dernier.
- **La dette publique de la République tchèque s'élève à 1 783 milliards CZK (70,8 milliards d'euros) au 30 septembre 2019, soit 31,97% du PIB**, CSU le 14 janvier. Comparé au niveau atteint au 30 juin 2019, le montant de la dette publique a augmenté de 5,4 milliards CZK (214 millions d'euros). Le ratio dette publique/ PIB, atteignait 31,97% au 30 septembre 2019, son niveau le plus faible depuis la crise économique de 2008-2009.
- **Les ressortissants étrangers représentent 13% de la main d'œuvre en République tchèque au 31 décembre 2018**, CSU le 16 janvier. Les nationalités les plus représentées parmi les travailleurs étrangers



en République tchèque sont les slovaques (34% des travailleurs étrangers), les ukrainiens (21%), les polonais et les roumains (8% chacun). La République tchèque comptait 659 000 ressortissants étrangers au 31 décembre 2018, parmi lesquels 290 000 disposaient d'un permis de séjour de longue durée, 275 000 d'un permis de séjour temporaire et 2 500 sont demandeurs d'asile. La majorité des ressortissants étrangers est âgée de 30 à 40 ans. Les ressortissants slovaques touchent un salaire particulièrement élevé ; 40 000 CZK (1590 euros) bruts mensuels au troisième trimestre 2019 alors que le salaire moyen dans l'économie tchèque n'était que de 33 697 CZK (1340 euros) bruts mensuels à la même période et que deux tiers de la population n'atteint même pas ce niveau.

- **12 102 entreprises tchèques avaient leurs sièges localisés dans un paradis fiscal ou une juridiction plus clémente au 31 décembre 2019**, rapport *Bisnode* le 21 janvier. Le nombre de sociétés tchèques établies dans un paradis fiscal n'a cessé de diminuer au cours des dernières années, et seulement 2,38% de toutes les sociétés tchèques avaient un siège dans un pays où la fiscalité est très faible au 31 décembre 2019. Un peu plus de 700 entreprises ont quitté ce type de juridiction au cours de l'année 2019, dont 272 ont quitté les Pays-Bas, 178 les Etats-Unis et 103 Chypre.
- **Le cours de la couronne tchèque s'est établi à 25,05 CZK pour un euro le mardi 21 janvier, soit le cours le plus élevé jamais observé depuis octobre 2012**. Dans ce contexte, nombreux sont les économistes tchèques à anticiper une poursuite du processus d'appréciation de la devise à court et moyen termes, et à penser que le cours devrait passer sous la barre des 25 CZK pour un euro. Pour rappel, la Banque centrale tchèque (CNB) avait mis en place une politique d'arrimage de la couronne face à l'euro entre novembre 2013 et avril 2017, maintenant le cours artificiellement au-dessus des 27 couronnes pour un euro. Depuis la fin de la politique d'arrimage le 6 avril 2017, la couronne tchèque s'est appréciée de 7,4% face à l'euro.

Slovaquie

- **Le taux d'intérêt moyen des crédits octroyés aux ménages atteint 1,06% en novembre 2019, soit le niveau le plus bas jamais enregistré en Slovaquie depuis l'indépendance du pays**, Banque centrale de Slovaquie (NBS) le 7 janvier. Le taux d'intérêt moyen des crédits octroyés aux ménages est en baisse constante depuis le mois de juillet dernier. Parmi les banques commerciales, le taux d'intérêt le plus faible était pratiqué en novembre dernier par la *Fio Banka* (0,58% pour les crédits d'un à trois ans) ; la plupart des banques commerciales pratiquent des taux d'intérêts inférieurs à 1% pour les crédits d'une durée inférieure à cinq ans.
- **Les disparités de niveau de vie se sont réduites d'un tiers entre 2009 et 2019**, NBS le 8 janvier. Le salaire moyen atteint 1311 euros bruts mensuels dans la région capitale de Bratislava et seulement 829 euros bruts mensuels dans la région de Presov (la moins développée de Slovaquie) au troisième trimestre 2019. Toutefois, le salaire moyen mensuel n'est dans la région capitale de Bratislava supérieur que de 110 euros en termes réels aux autres régions du pays, compte tenu du coût des logements élevés dans la capitale.
- **Le niveau général des prix a augmenté de 17,9% depuis l'adhésion de la Slovaquie à la zone euro le 1^{er} janvier 2009**, NBS le 9 janvier. Le communiqué précise que la hausse du niveau général des prix en Slovaquie depuis 2009 a été légèrement supérieure à celle de la moyenne de l'Union européenne (17,5%), mais plus faible que dans les nouveaux pays entrants dans l'UE telle la Hongrie (33,3%), la Pologne (20%) et la République tchèque (18,4%). La NBS précise que cette modération du rythme de l'inflation en Slovaquie depuis 2009 est partiellement imputable à la période de déflation que le pays a traversée en 2014-2016. Depuis 2009, les prix ayant le plus augmenté en Slovaquie sont ceux des services d'éducation, de l'alcool et du tabac.
- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 4,4% en rythme annuel en novembre 2019**, Office statistique slovaque (SU) le 13 janvier. Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse du volume de la production industrielle. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, la croissance du volume de la production industrielle atteint 1% en rythme annuel (contre 4,4% sur l'ensemble



de l'année 2018) ; la croissance atteint 2,8% pour l'industrie automobile mais nombreux sont les autres secteurs industriels à observer une baisse de leur chiffre d'affaire sur la période de janvier à novembre 2019.

- **Le taux de créances douteuses atteint 2,8% au troisième trimestre 2019, soit le plus faible taux observé en Slovaquie depuis la crise économique de 2008-2009**, NBS le 13 janvier. Le plus fort taux de créances douteuses est actuellement observé pour les prêts sur cartes de crédit (12,9% au troisième trimestre 2019), tandis que celui des prêts immobiliers s'établit à 1,5%.
- **L'inflation atteint 2,7% sur l'ensemble de l'année 2019 et 3% en rythme annuel en décembre 2019**, SU le 15 janvier. Sur l'ensemble de l'année 2019, l'inflation a été alimentée principalement par le prix de l'alimentation (+4%), de l'énergie (+3,9%), des services d'hôtellerie-restauration (+3%) et de l'alcool et du tabac (+2,7%), tandis que les prix des services de transports ont enregistré une baisse de 0,6%. L'inflation devrait ralentir à 2,5% en 2020 et 2,2% en 2021.
- **Le salaire moyen en Slovaquie s'établit à 1101 euros bruts mensuels sur l'ensemble de l'année 2019, soit une croissance de 6,7% en termes réels et de 4% en termes nominaux**, estimations du cabinet de conseil *platy.sk*. Il s'agit de la deuxième année de croissance la plus rapide des salaires en Slovaquie depuis 2010 (une croissance des salaires de 6,8% en termes nominaux avait été enregistrée en 2017). Le salaire médian s'établit à 1009 euros bruts mensuels en 2019. Le salaire moyen à Bratislava atteint 1484 euros bruts mensuels, où 17% des salariés perçoivent un salaire supérieur à 2000 euros bruts mensuels. La profession la mieux rémunérée en Slovaquie en 2019 était architecte IT avec un salaire moyen de 3024 euros bruts mensuels.
- **Le taux de chômage s'établit à 4,9% de la population active en décembre 2019**, Bureau du travail slovaque (UPSVR) le 20 janvier. Les estimations du Bureau du travail slovaque font état de 135 500 demandeurs d'emplois au 31 décembre 2019, un chiffre en baisse de 2 700 en l'espace d'un an. Les chiffres de l'UPSVR diffèrent légèrement du taux de chômage calculé par Eurostat sur la base des critères du BIT, qui estime le taux de chômage à 5,7% de la population active en novembre 2019 où la Slovaquie comptait 157 000 demandeurs d'emplois (Communiqué d'Eurostat du 9 janvier 2020).

ETATS BALTES

Estonie

- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 7,2% en rythme annuel en novembre 2019**, Office statistique estonien le 6 janvier. La baisse du volume de la production industrielle atteint respectivement 24,6% pour la production d'énergie, 36% pour l'exploitation des minerais et carrières et 3,5% pour l'industrie manufacturière. Entre octobre et novembre 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une croissance de 0,6%.
- **L'inflation atteint 2,3% sur l'ensemble de l'année 2019**, Office statistique estonien le 8 janvier. L'inflation a été tirée principalement par le prix des services culturels (+5,8% en g.a), d'éducation (+5,5%) et d'hôtellerie-restauration (+3,8%), des produits alimentaires (+3%), des logements (+2,9%) et des services de santé (+2,5%). Les prix des services ont été tirés à la hausse par la croissance rapide des salaires (+7,9% en termes nominaux sur les trois premiers trimestres 2019). En revanche, le prix des services de communications a baissé de 2,9% et celui de l'alcool et du tabac a stagné (+0,1%). Parmi les produits alimentaires, les plus fortes hausses des prix ont été enregistrées pour les pommes de terre (+27,9%), les légumes frais (+24,1%) et le riz (+10,6%) ; globalement les prix des légumes et des céréales ont augmenté respectivement de 17% et de 4,9% en 2019. En décembre 2019, l'inflation s'établissait à 1,8% en rythme annuel en Estonie. Nombreux sont les économistes estoniens à anticiper une inflation proche de 2% en 2020, alors que la croissance des salaires nets devrait avoisiner les 5%.
- **Le déficit du commerce extérieur de l'Estonie atteint 61 millions d'euros sur le mois de novembre 2019**, Office statistique estonien le 9 janvier. Au mois de novembre 2019, les exportations ont atteint 1,244



milliard d'euros (-10% en g.a) et les importations 1,305 milliard d'euros (-10% en g.a). La baisse du volume des importations comme des exportations en novembre dernier est principalement imputable au ralentissement économique global. 71% des exportations étaient à destination de l'UE et 80% des importations provenaient de l'UE. Les principaux partenaires de l'Estonie étaient la Finlande (16% des exportations totales), la Suède (11%), la Lettonie (8%), la Russie, l'Allemagne et la Lituanie (6% chacun) et les Pays-Bas (5%) ; ses principaux fournisseurs étaient la Finlande (13% des importations totales), la Lituanie et la Lettonie (11%), l'Allemagne (10%), la Suède (8%), la Pologne (7%) et la Russie (6%). Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, les exportations ont atteint 13,358 milliards d'euros (niveau inchangé comparé à 2018) et les importations 14,774 milliards d'euros (-1% en rythme annuel), portant le déficit du commerce extérieur à 1,415 milliard d'euros (contre 1,577 milliards d'euros sur les onze premiers mois de l'année 2018). Le déficit du commerce extérieur estonien s'est résorbé en janvier, mars, mai, juin, août et octobre, il s'est en revanche creusé en février, avril, juillet, septembre et novembre.

- **Les prix à la production industrielle ont baissé de 1,2% en rythme annuel en décembre 2019**, Office statistique estonien le 20 janvier. La baisse des prix à la production industrielle atteint respectivement 0,1% pour l'industrie manufacturière, 17,5% pour la production d'énergie et 9,4% pour le traitement des eaux usées, tandis qu'une hausse de 2,9% a été observé pour l'exploitation des minerais et carrières. Comparé au niveau atteint en novembre 2019, les prix à la production industrielle ont enregistré une baisse de 0,9% en décembre dernier.
- **Les coûts dans le secteur de la construction ont enregistré une hausse de 1,7% en rythme annuel au quatrième trimestre 2019**, Office statistique estonien le 20 janvier. La hausse des coûts atteint respectivement 3,2% pour les coûts liés à la main d'œuvre, 1,5% pour les machines et 1% pour les matériaux de construction. Comparé au niveau atteint au troisième trimestre 2019, les coûts dans le secteur de la construction ont progressé de 0,5% au quatrième trimestre 2019. Sur l'ensemble de l'année 2019, les coûts dans le secteur de la construction ont enregistré une hausse de 1,9% comparé au niveau atteint en 2018.

Lettonie

- **Le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 0,2% en rythme annuel en novembre 2019**, Bureau letton des statistiques (CSB) le 6 janvier. La baisse du volume de la production industrielle atteint respectivement 16,9% pour l'exploitation des minerais et carrières, 0,8% pour l'industrie manufacturière, tandis qu'une hausse de 3,9% a été enregistrée pour la production d'énergie. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, la croissance du volume de la production industrielle atteint 1,2% en rythme annuel ; respectivement -5,1% pour l'exploitation des minerais et carrières, +2,3% pour l'industrie manufacturière et -4,3% pour la production d'énergie. Entre octobre et novembre 2019, le volume de la production industrielle a enregistré une baisse de 1,2% en Lettonie.
- **Le déficit du commerce extérieur de la Lettonie s'élève à 114,8 millions d'euros sur le mois de novembre 2019**, CSB le 9 janvier. Sur le mois de novembre 2019, les exportations ont atteint 1,135 milliard d'euros (-6,5% en g.a) et les importations 1,250 milliard d'euros (-7,8% en g.a). La baisse du volume du commerce extérieur observée en novembre dernier (-7,2% en rythme annuel) est imputable au ralentissement économique global. 70,4% des exportations lettones étaient à destination de l'UE et 79,6% des importations lettones provenaient de l'UE. Les principaux partenaires de la Lettonie étaient la Lituanie (16,4% des exportations totales), la Russie et l'Estonie (11,4% chacune), l'Allemagne (7,5%), la Suède (6,2%), le Royaume-Uni (4,5%) et le Danemark (4,2%) ; ses principaux partenaires étaient la Lituanie (18,5% des importations totales), l'Allemagne (10,6%), la Pologne (9,3%), l'Estonie (8,2%), la Russie (6,8%) et les Pays-Bas (4,2%). La Lettonie a enregistré en novembre 2019 un excédent commercial avec 127 pays et un déficit commercial avec 47 pays. Sur la période du 1^{er} janvier au 30 novembre 2019, les exportations lettones ont atteint 11,76 milliards d'euros (-0,1% en g.a) et les importations 14,32 milliards d'euros (-1,6% en g.a), portant le déficit commercial à 239,4 millions d'euros (soit une résorption de 0,9% comparé au niveau atteint sur les onze premiers mois de l'année 2018).



- **L'inflation atteint 2,3% en rythme annuel en décembre 2019**, CSB le 10 janvier. La hausse du niveau général des prix atteint respectivement 2,1% pour les biens et 2,6% pour les services. L'inflation était principalement alimentée en décembre 2019 par les prix de l'alimentation (contribuant à l'inflation à hauteur de 0,53pp), des logements (+0,51pp), de l'alcool et du tabac (+0,36pp), des services culturels (+0,28pp) et des services de santé (+0,15pp), tandis que le prix des services d'éducation a contribué à ralentir légèrement l'inflation (-0,01pp). Comparé au niveau atteint en novembre 2019, le niveau général des prix a reculé de 0,2% en Lettonie en décembre dernier. Comparé au niveau atteint en 2015, la hausse du niveau général des prix atteint 8,8% en décembre 2019 (respectivement 7,3% pour les biens et 12,6% pour les services).
- **22,9% de la population lettone, soit 434 000 personnes étaient menacées de pauvreté en Lettonie en 2018**, CSB le 16 janvier. La définition retenue pour le seuil de pauvreté est la part de la population vivant avec moins de 60% du revenu disponible médian. Le seuil de pauvreté est ainsi fixé à 409 euros mensuels pour une personne seule (contre 367 euros en 2017) et 860 euros mensuels pour un ménage avec deux adultes et deux enfants de moins de quatorze ans (contre 770 euros en 2017). La part de la population lettone menacée de pauvreté est en recul de 0,4pp soit 12 000 personnes entre 2017 et 2018. A titre de comparaison, le seuil de pauvreté était fixé à 210 euros mensuels pour une personne seule et 441 euros mensuels pour un ménage avec deux adultes et deux enfants de moins de quatorze ans en 2010. Pour l'année 2018, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté atteint respectivement 14,1% pour la province de Pieriga, 16,1% dans la région capitale de Riga, 21,7% dans la région de Zemgale, 27% pour la région de Kurzeme, 34,6% pour la région de Vidzeme et 40,4% pour la région de Latgale. 74,9% des personnes de plus de 65 ans étaient menacées de pauvreté en 2018, alors que le taux de pauvreté des enfants de moins de 17 ans reste contenu à 14,5% (contre 17,5% en 2017).
- **Le Ministère des finances pourrait présenter la prochaine réforme fiscale, initialement prévue pour 2021 dès février 2020**. Cette réforme fiscale, soutenu par tous les partis de coalition, ainsi que par la Banque de Lettonie et la plupart des économistes, devrait concerner principalement la suppression du régime des microentreprises, mis en place en 2010 comme une solution de crise pour les travailleurs indépendants. Les employés des microentreprises n'ont pas de couverture sociale suffisante et souvent leur activité induit des distorsions de la concurrence. La Lettonie compte 34 514 microentreprises au 1^{er} janvier 2020 employant 72 760 personnes d'après les estimations du Ministère des finances. Selon les estimations de la Banque de Lettonie, les pertes du budget d'Etat liées au régime des microentreprises représentent 140 à 220 millions d'euros par an. Globalement, les partis sont d'accord que la taxe à 0% pour les bénéfices réinvestis dans le développement de l'entreprise, mise en place en 2018 doit être maintenue. Cependant, certains députés estiment qu'il est trop tôt pour juger des résultats de cette mesure, car les données sur le montant des investissements effectués par les entreprises ne sont pas encore disponibles.

Lituanie

- **Les coûts dans le secteur de la construction ont progressé de 4,8% en rythme annuel en novembre 2019**, Office statistique lituanien le 6 janvier. La hausse des coûts dans le secteur de la construction est actuellement tirée à la hausse par les salaires et coûts de la main d'œuvre (+11,9% en g.a en novembre 2019), alors que les prix des matériaux de construction n'ont augmenté que de 2,2% et ceux de maintenance des machines de 2,1%. Comparé au niveau atteint en octobre 2019, les coûts dans le secteur de la construction ont augmenté de 0,8% en novembre dernier.
- **Les flux IDE (Investissements directs étrangers) entrants en Lituanie se sont élevés à 573,1 millions d'euros sur le troisième trimestre 2019, soit une hausse de 20,8% en rythme annuel**, Banque de Lituanie le 6 janvier. 73,2% des flux d'IDE entrants en Lituanie étaient des bénéfices réinvestis au troisième trimestre 2019. Les flux d'IDE entrants provenaient principalement au troisième trimestre 2019 du Luxembourg (143,7 millions d'euros), de Suède (126,1 millions d'euros) et de Pologne (121 millions d'euros) ; à l'opposé les principaux flux d'IDE entrants négatifs provenaient de Hong Kong (-46,4 millions d'euros) et d'Australie (-34,8 millions d'euros). Le stock d'IDE en Lituanie s'élevait à 18,2 milliards d'euros au 30 septembre 2019, soit 38,2% du PIB ; les principaux investisseurs étrangers en Lituanie étaient



la Suède (stock d'IDE de 3,1 milliards d'euros), l'Estonie (3 milliards d'euros), les Pays-Bas (2,5 milliards d'euros), l'Allemagne et Chypre (1,2 milliard d'euros chacun).

- **L'excédent du commerce de services de la Lituanie s'élève à 1,340 milliard d'euros sur le troisième trimestre 2019, soit 10,3% du PIB**, Office statistique lituanien le 8 janvier. 71,2% des exportations de services étaient à destination de l'Union européenne et 63,3% des importations de services provenaient de l'UE. Les services lituaniens étaient exportés principalement vers l'Allemagne (14% des exportations de services totales), la France et la Russie (9% chacune), la Biélorussie (6%), les Pays-Bas (5,5%), le Royaume-Uni et le Danemark (5% chacun), la Lettonie et la Suède (4% chacune) ; les services importés provenaient principalement de Biélorussie et de Russie (10% chacune), de Pologne (9,4%), de Lettonie (7%), d'Allemagne (6%), de Royaume-Uni, d'Irlande et de Suède (4% chacun). Les services exportés sont principalement des services de transports (59,1% des exportations totales) et de voyage (13,6%) et les services importés sont principalement des services de transports (52,2% des importations totales) et de voyage (20,9%).

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de pourcentage

volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie							
PIB (variation N/N-1 en %)*														
2019	4,1	4,6	2,5	2,7	3,2	2,5	3,8							
2020	3,3	2,8	2,2	2,6	2,1	2,6	2,4							
2021	3,3	2,8	2,1	2,7	2,4	2,7	2,4							
Inflation (variation annuelle)*														
2019	2,2	3,4	2,6	2,7	2,4	3,1	2,4							
2020	2,6	3,1	2,3	2,5	2,1	2,5	2,2							
2021	2,5	3,0	2,0	2,2	2,2	2,3	2,1							
Chômage (% population active)														
2019	3,5	3,4	2,1	5,8	5,1	6,6	6,2							
2020	3,6	3,4	2,2	5,7	5,4	6,4	6,2							
2021	3,5	3,4	2,3	5,6	5,8	6,4	6,2							
Solde public (% PIB)														
2019	-1,0	-1,8	0,2	-0,9	-0,2	-0,6	0,0							
2020	-0,2	-1,0	-0,1	-1,2	-0,2	-0,6	0,0							
2021	-0,9	-0,8	-0,3	-1,3	-0,2	-0,6	0,0							
Dettes publiques brutes (% PIB)														
2019	47,4	68,2	31,5	48,1	8,7	36,0	36,3							
2020	45,5	66,7	30,7	47,3	8,4	35,2	35,1							
2021	44,3	64,4	30,1	46,9	8,2	32,9	34,8							
Solde courant (% PIB)														
2019	-0,4	-1,2	0,0	-2,4	1,4	-0,8	1,2							
2020	-0,4	-0,8	0,5	-2,6	1,6	-1,4	1,5							
2021	-0,1	-0,7	0,7	-2,3	1,6	-1,8	1,8							
Notation de la dette souveraine														
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A	Stable	A	Stable
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	Aa3	Stable	A2	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Positive
Fitch	A-	Stable	BBB	Stable	AA-	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A-	Stable	A-	Positive

* Prévisions d'automne 2019

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 MINISTÈRE
 DE L'ÉCONOMIE
 ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie
 Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région

Validation : Benoît GRESS

Version du 21/01/2020